



LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE : ENTRE SCHISME DE RÉALITÉ ET CLIMATISATION DU MONDE, QUEL RÔLE POUR LES COMMUNS ?

Amy DAHAN

Dir. de Recherche, CNRS, Centre Alexandre Koyré (CNRS, EHESS)
Equipe “CC et Biosphère: Expertises, Futurs et Politiques ”

LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE

- Analyser la gouvernance climatique depuis 25 ans : chercher les causes de ses échecs **hors et dans** le « régime climatique »
- Thèse: Gouvernance Climatique comme un 'schisme de réalité', entre le monde de la gouvernance (bulle) et le monde réel
- Nécessité d'un nouvel ordre de gouvernance, **à l'heure de l'Anthropocène**
- Derniers développements : COP 21, Accord de Paris . Climatisation du monde ?
- Ere de la victoire de Trump, remise en question de la 'mondialisation heureuse', passage de témoin aux acteurs économiques ?

Références | Développement durable

Gouverner le **climat** ?

20 ans de négociations internationales

Stefan C. Aykut
Amy Dahan

La référence sur les
négociations climatiques

 SciencesPo.
Les Presses

LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE : UN SCHISME DE RÉALITÉ

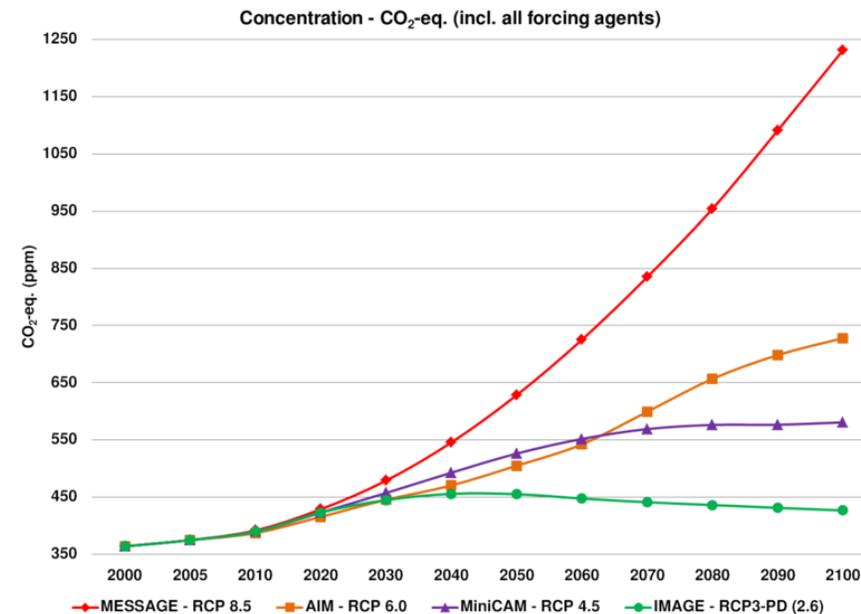
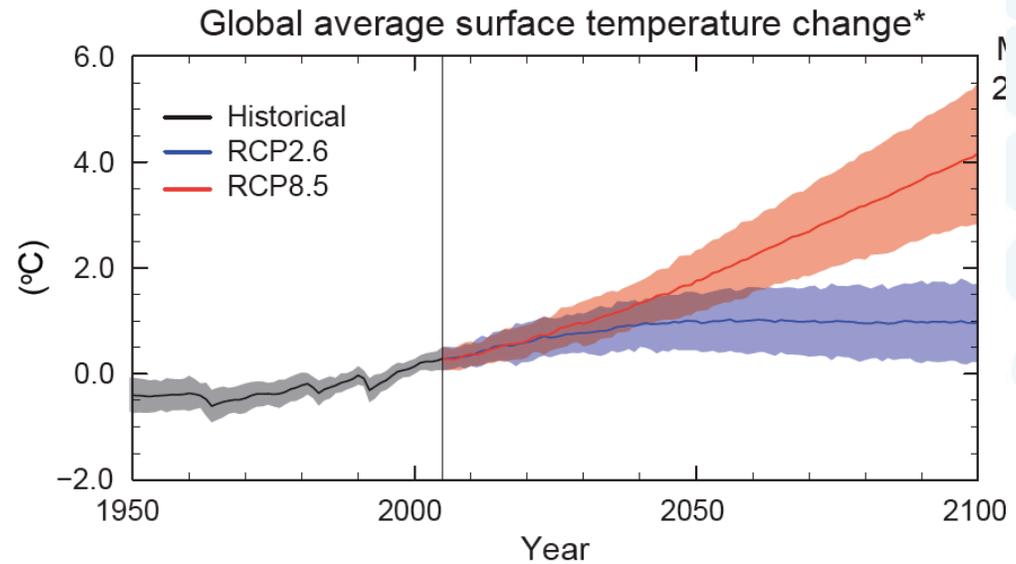
- **Hiatus** croissant entre la réalité du monde et la sphère de la gouvernance..
- Plusieurs **illusions** ont présidé au cadrage du régime climatique, et aidé à la constitution de ce schisme
- L'écart s'est nourri de plusieurs **accélération**s historiques qui l'ont approfondi
- Hiatus de **rythmes temporels** entre l'immobilisme de la gouvernance (une fabrique de la lenteur) et la dégradation inexorable du climat (alerte et alarmisme croissants des scientifiques)

Prédictions du GIEC: + 2 à 5° en 2100 selon les politiques énergétiques choisies

4 scénarios différents selon la concentration en CO₂ en 2100 (de 400 à 1200 ppm)
forçage radiatif de 2.6 W/m² à 8.5W/m²

RCP2.6 très optimiste

RCP8.5 émissions de CO₂ au même rythme qu'aujourd'hui



LES ILLUSIONS QUI ONT PRÉSIDÉ AU RÉGIME CLIMATIQUE, DONT IL FAUT TOUJOURS SE DÉFAIRE

- **La fiction apolitique du tous ensemble, tous sur le même bateau.** Alors que le CC est le résultat d'un processus historique de développement marqué par des asymétries et des inégalités, et il en suscite d'autres
- **Une lecture principalement environnementale** (ozone, pluies acides...), alors que le CC est autant un problème géopolitique, économique. Autant identifier les intérêts et les enjeux pour s'y confronter vraiment
- Une **Transformation qui pourrait se faire en catimini:** en déplaçant quelques fonds, construisant quelques centrales nucléaires ou éoliennes, sans même la nommer et en débattre. C'est une bataille sur tous les fronts
- L'accord sur la Science suffirait à déclencher l'action: or, la **focalisation sur la Science** a souvent empêché de débattre des **politiques climatiques** souhaitables

ACCÉLÉRATIONS DES ANNÉES 2000'S

- **La Globalisation mondiale, néolibérale**
Extension universelle du modèle de développement occidental
- **La croissance historique inédite de l'économie chinoise.** La Chine, plus grand émetteur en 2006. Autres émergents
- **Séquence accélérée de bouleversements du paysage énergétique mondial:** ouverte par l'accident de Fukushima (2011)
 - Abandon du nucléaire et tournant en Allemagne (Suisse, Italie..);
 - Essor gaz de schiste aux US, sables bitum Canada..; Croissance des exportations de charbon bon marché américain...
 - Essor des renouvelables et des technologies associées en Chine, Allemagne, même Inde; Indépendant de la gouvernance globale

ENCLAVEMENT DU RÉGIME CLIMATIQUE

La gouvernance du climat interfère avec au moins trois autres “régimes”, mais les négociations climatiques en sont soigneusement tenues à l’écart:

- **Energie** (Rôle de l’AIE, déchirée entre un impératif environnemental et l’obligation d’assurer un approvisionnement continu en pétrole à l’économie mondiale)
- **Commerce international** : l’OMC ne distingue pas entre activités et produits polluants et non-polluants et privilégie de fait les premiers
- **Développement** (ex les investissements de la Banque Mondial, du FMI...)

Le régime climatique a établi des “murs coupe-feu” entre le climat et les autres questions. Paradoxe.

LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE A CONDUIT NÉANMOINS, À UNE CERTAINE “CLIMATISATION” DU MONDE

- **Le off** s'est avéré **un poumon** du régime climatique qui a permis qu'on y discute (un peu) de mesures plus concrètes, de secteurs industriels, d'urbanisme, d'usage des sols, de solutions...
- **Efficacité énergétique, innovations technologiques, modes alimentaires**, etc., sont entrés (lentement) dans l'orbite du climat
- Double mouvement de **mondialisation du climat** (avec la fiction que dans les COP, on prépare le 'business plan' de la planète) et de **“climatisation” du monde** (au sens où des acteurs de plus en plus nombreux thématisent leurs intérêts en termes climatiques)

CLIMAT, UN BIEN COMMUN MONDIAL

- Au niveau transnational et global, il est clair que le climat (ou l'atmosphère) est un bien commun mondial
- Tout le problème ici, est : Comment définir les **partenaires** ou les 'commoners' (autres que les Etats déjà impliqués dans la gouvernance climatique globale) qui pourraient intervenir pour gérer cette ressource et selon **quelles règles** ?
- A moins d'élargir beaucoup leur acception : Exemple des Fondations philanthropiques qui ont participé à la performance de l'Accord de Paris (cf E.Morena 2016)

CLIMAT, DÉVELOPPEMENT, COMMUNS

- Bali (2007) : tournant dans le régime climatique
Les PED et les ONG vont progressivement charger la barque des négociations de tous les problèmes de développement, supplantant la question des réductions
- En l'absence d'autres forum, le climat s'est voulu une **'driving force'** pour tout le champ du Développement (durable ou pas)
- Alors qu'au niveau transnational et global, on ne voit pas clairement quels communs pourraient intervenir , cela semble a priori moins le cas au niveau local.
Contre exemple du REDD ?

LA TRAJECTOIRE DE L'ADAPTATION

Elle a été longtemps un tabou, c'est devenu un **impératif**

- Après 2001, émergence d'une exigence d'adaptation ancrée dans les **savoirs locaux**, de type bottom-up. Demande de connaissances des impacts du CC. **Dépurification** de la science (plus seulement la descente en échelle des modèles). Groupe 2 GIEC
- Dans la négociation, l'adaptation est principalement liée à une **logique de transferts** (financiers, technologiques..)
- Mais à l'échelle des sociétés, les concepts importants deviennent ceux de **vulnérabilité** et de **capacité d'adaptation**. 'Acclimatation' des acteurs du développement et 'mondialisation' des enjeux du climat vont aller de pair...
- Rapprochement avec la Réduction des Risques de Catastrophes et la problématique de la Résilience

LA 'COMMUNITY-BASED ADAPTATION', ENJEU DE GOUVERNANCE LOCALE (1)

- Les Plans d'action nationaux d'adaptation doivent s'appuyer sur les voix des citoyens (GIEC, experts des PED, S.Huq ..)
- La community-based adaptation : se veut un **processus participatif**, où sont impliqués des ONG, des organisations communautaires, des experts
- Des concepts comme participation, civil society, capacity building, ownership, empowerment, ont proliféré dans la politique d'aide au développement.
Succession de buzzwords... qui construit ce qu'on peut appeler un 'présent perpétuel' de l'agenda du développement et maintenant de l'adaptation au CC (Viard Cretat et Buffet, à paraître)
- Il ne faudrait pas que 'les communs' soient un buzzword de plus

LA 'COMMUNITY-BASED ADAPTATION', ENJEU DE GOUVERNANCE LOCALE (2)

- Cas d'un programme de CBA, conduit par un think tank (BCAS) au Bangladesh (étudié par C.Buffet): analyse en termes de traduction et d'hybridation de savoirs scientifiques et de savoirs locaux, pour aboutir à des savoirs climatiques opérationnels
- Place centrale de l'Aide dans le mécanisme REDD:
"Aid-ification of REDD" ou "REDD-ification of the aid"?
- 'Nouveaux communs' ? Eau, régulation d'écosystèmes... qu'on doit gérer par des collaborations et des partenariats (E.Brondizio).
- Rémanence d'une vision romantique ?

L'ACCORD DE PARIS

Ce qui a été nouveau:

- L'approche bottom-up (INDC), avec un caractère **universel** (PD et PED); approche encourageante mais le niveau des engagements reste très timoré (+ de 3°C à la fin du siècle)
- L'intégration (+ ou - formelle) de nouveaux acteurs (villes, business..) Rôle essentiel des sociétés civiles, et des acteurs les plus déterminés
- La présidence française a intériorisé les lignes rouges, gouverné "par les mots et les verbes" pour obtenir le consensus

Ce qui est très problématique:

- Contraignant **et** ambitieux ? NON
- La question épineuse des mécanismes d'observation et de révision (MRV) subsiste. On sacrifie le court terme

CONSENSUS ET BIEN COMMUN MONDIAL

- “Le dégagement d’un consensus mondial est en soi un bien public mondial” R.Kanpur, ou Agarwal & Narain, 1991, sur ‘fair allocation’ des CO2 émissions ..

Et cela nécessite des changements drastiques dans le choix des instruments d’intervention et de gouvernance

- **Caractère “auto-performatif ” de l’Accord ? Nouveau mode de gouvernance**

- On passe d’objectifs globaux et ‘durs’, à l’idée de ‘pledge and review’, grâce à des instruments souples, un discours incantatoire, un droit non contraignant (soft law)

Effets indirects de cette gouvernance : marchés de l’expertise, naturalisation de certaines formes... Par ex, 80 à 90% de l’argent du REDD va au marché de l’expertise et ne permet pas la lutte contre la déforestation

LA QUESTION FINANCIÈRE EN SUSPENS

- Engagement des 100 Milliards pour les PED ?
- Au-delà, problème majeur du **déplacement des investissements** pour la **décarbonisation** de l'économie, pour inventer de nouveaux **chemins de développement bas carbone**, et pour **l'adaptation** des PED
- Question du Prix différencié du carbone

L'OBJECTIF DE 1,5°C INSCRIT DANS L'ACCORD EST-IL UNE AVANCÉE ?

Cet objectif de 1,5° est une demande des petits Etats insulaires très vulnérables et des Pays les moins avancés.

- Il a une incontestable légitimité politique
- Mais, étant donné ce qui a été déjà émis, et du fait de l'inertie du système climatique: nous sommes à + 0,9°C par rapport au niveau préindustriel, et nous avons déjà dans les "tuyaux" du système climatique, près de 0,3° de plus
- D'après les scientifiques, nous aurions à peu près 5 ou 6 ans d'émissions au niveau de 2014, pour tenir l'objectif des 1,5°C. Or l'Humanité ne va pas s'arrêter de tourner...
- Cet objectif **perpétue le schisme de réalité** entre des mots sur le papier et des politiques que l'on met véritablement en œuvre..
- Il ouvre la voie à la fiction trompeuse des "**émissions négatives**"..

UNE NOUVELLE GÉOPOLITIQUE DU CLIMAT

- L'ancienne division Nord/Sud est en partie obsolète
- Le bloc G77+Chine n'a plus aucune unité
- **Les pays producteurs d'énergies fossiles (Pays du Golfe, Russie): forces d'obstruction**
- Rôle nouveau de la Chine : la transition énergétique semble à son agenda. Ici, pas de communs...
- L'Inde, très attachée au concept "d'égal accès au développement durable". Elle veut relier le débat sur l'équité à celui sur les transferts de capacité
- **L'Afrique: tout est à penser, investissements d'avenir, choix énergétiques etc. Et l'agriculture reste l'épine dorsale. Comment cela peut-il se décider?**
- Les pays de l'AOSIS et les PMA ont imposé les 1,5°
- Les US (d'Obama) ont décidé de s'y rallier (coalition de plus haute ambition)

POUR UNE GOUVERNANCE POLYCENTRIQUE (1)

Changer d'échelles, Re-territorialiser...

- Le **globalisme** du régime climatique a des fondements objectifs mais la gouvernance climatique ne peut **plus rester seulement globale: elle doit devenir polycentrique et multi –échelles.**
- La **re-territorialisation** permet pour les populations :
 - d'augmenter l'intelligibilité de la question climatique, rendue très opaque par le cadrage trop global, technique, abstrait
 - Créer des alliances sociales capables de lancer des dynamiques, d'avancer des solutions
 - Les **communs** y ont leur place (accès à l'eau, terres agricoles, forêts, pêcheries)
- Le global est davantage tiré par les politiques domestiques que l'inverse

POUR UNE GOUVERNANCE POLYCENTRIQUE (2)

Re-matérialiser le problème climatique

Cad, construire une nouvelle économie de l'effet de serre

- Matérialiser l'économie, porter l'accent sur l'étude des flux de matière et d'énergie
- Se focaliser sur la thématique de la finitude des ressources, ou des ressources fossiles à laisser dans le sol
- S'intéresser aux infrastructures, aux politiques industrielles ancrées au niveau local, régional, à la production, aux chemins de développement, aux technologies (qui ne se valent pas toutes). Cela nécessite une conscience écologique forte
- Mettre les questions d'énergie au centre des débats:
pas les émissions en fin de tuyau mais l'impensé de l'extraction et de la production de l'énergie, plus les subventions